

Le 10 avril 2000

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE SUR LE COMPORTEMENT DES ENTREPRISES EN 1999

Chaque année, depuis 1982, la Banque de France collecte auprès d'entreprises de l'industrie et du bâtiment des données en valeur sur leurs résultats et leurs prévisions en matière d'activité et d'investissement. L'échantillon national comprenait cette année 6 784 entreprises industrielles du secteur concurrentiel (hors GEN) et 2 132 entreprises appartenant au bâtiment-génie civil, soit au total 8 916 firmes¹.

Cette enquête fait notamment ressortir les résultats suivants :

EN 1999 :

- *Conformément aux prévisions formulées lors de l'enquête précédente, la croissance de l'activité des entreprises industrielles s'est quelque peu modérée, sous l'effet, notamment, d'une moindre progression des ventes à l'étranger.*

Le chiffre d'affaires a ainsi augmenté de 4 % en valeur, après + 6 % en 1998 et l'excédent brut d'exploitation a stagné cette année, après deux années consécutives de forte hausse (+ 11 % en 1998 et 1997). Le rythme de progression des exportations a atteint + 3 %, après + 8 % l'année précédente. Les effectifs se sont globalement stabilisés.

Dans le bâtiment et le génie civil, l'activité s'est nettement accélérée et a connu, selon l'enquête, son plus fort taux de croissance (+ 6 %) depuis 1991 ; il en va de même pour les effectifs qui se sont sensiblement accrus (+ 3,4 %, après - 1,2 %).

- *L'investissement physique des entreprises industrielles et des entreprises manufacturières a augmenté de 3 % en valeur en 1999, après avoir progressé de, respectivement, 4 % et 7 % en 1998.*

Ce résultat résulte, principalement, d'un moindre dynamisme de l'investissement des grandes entreprises de l'industrie (+ 3 %, contre + 10 % prévu l'année dernière) et, en particulier, de celui des grandes entreprises des biens intermédiaires (- 2 %, après la forte hausse de 13 % observée en 1998).

Dans le bâtiment et le génie civil, les dépenses en immobilisations corporelles se sont fortement accrues (+ 11 %).

- *Par ailleurs, les investissements immatériels en dépenses informatiques ont augmenté de + 33 %, contre + 24 % en valeur en 1998.*

¹ Soit un taux de représentativité de 48 % pour l'industrie et de 22 % pour le bâtiment et le génie-civil.

EN 2000 :

- *L'activité industrielle devrait rester bien orientée dans l'ensemble, grâce, notamment, à un redressement significatif de la demande étrangère.*

Le chiffre d'affaires des entreprises industrielles devrait ainsi augmenter de 5 % dans l'industrie, comme dans le secteur manufacturier, grâce à une hausse de 6 % des exportations (+ 7 % dans le secteur manufacturier). Le rebond de l'activité serait particulièrement sensible dans les biens d'équipement.

- *En 2000, les investissements industriels continueraient leur progression.*

La progression des investissements en 2000 (+ 5 % dans l'industrie et + 6 % dans le secteur manufacturier) serait soutenue par des perspectives de demande très favorables. Ainsi, alors que le solde des réponses sur les perspectives de demande (favorables moins défavorables) s'établit à 59 % cette année pour l'industrie, soit son plus haut niveau depuis 1990 (36 % en 1998), l'importance de l'endettement comme le niveau des taux d'intérêt sont majoritairement jugés sans influence sur les projets d'investissement. Les investissements physiques du secteur industriel seraient consacrés, pour une part croissante, à l'augmentation des capacités de production (35 %, contre 27 % en 1998).

Le texte complet de cette enquête sera disponible sur le site Internet de la Banque de France (www.banque-france.fr)

Banque de France
Direction de la Communication
Service de Presse

48, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

Tél : 01 42 92 39 00 – Télécopie : 01 42 60 36 82

Internet : <http://www.banque-France.fr>